

LT 23.01.14

Lesneven 27

Musée. Une mission pour l'Agence de développement

L'avenir du musée du Léon a occupé, jeudi, une partie des débats du conseil municipal. Suite à l'étude menée par l'Agence de développement du pays des Abers et de la Côte des Légendes, les élus devaient en effet se prononcer sur les modalités de gestion de l'équipement à mettre en place : maintenir l'existant qui peine financièrement ; ou le municipaliser ce qui nécessiterait l'embauche d'un agent compétent ; ou, encore, passer une convention avec l'agence qui accompagnerait la ville et l'association via des conseils juridiques, administratifs et financiers comme dans la mise en œuvre

d'actions. C'est cette troisième solution qui a été retenue.

14.000 € à l'année

« Elle présente l'intérêt de pouvoir s'appuyer immédiatement sur les compétences de certains salariés de l'agence qui travaillent sur ce dossier depuis plusieurs années (...) ainsi que de faciliter la démarche de mutualisation au niveau du réseau des musées », a expliqué le maire. Le coût de cette délégation : 14.000 € pour une année, soit un peu plus de la moitié de la subvention accordée en 2013. Le vote d'une subvention complémentaire de 13.000 € à l'associa-

tion qui gère le musée a, cependant, été repoussé suite à l'intervention de l'opposition qui regrettait, notamment, de ne pas disposer des comptes de celle-ci.

Rythmes scolaires

Le conseil a entériné le projet éducatif de territoire préparé par le comité de pilotage formé à l'échelle communautaire. Il prévoit de retenir le mercredi matin comme demi-journée supplémentaire et de répartir les temps d'activité périscolaire en deux séances hebdomadaires de 1 h 30 qui auraient lieu l'après-midi.

L'opposition a toutefois vivement regretté que la commission éco-

les n'ait pas été sollicitée. « Elle ne s'est jamais réunie depuis le mois de septembre », a lancé Françoise Briand. « Il ne s'agissait que de définir le cadre », a expliqué Marie-Claire Caroff. « D'autres communes ont déjà commencé à travailler (le dossier), pas nous, la plus grande commune », a de son côté pesté Yves Quinquis, dénonçant, par ailleurs, un « manque d'ambition », puisqu'il n'est pour l'heure question que des élèves de l'école publique. « Je réunirai la commission pour discuter des besoins et des moyens », a assuré Alexis Bonenfant, premier adjoint.